

Courtes notices sur les ouvrages de Québec (ministère de l'Énergie et des Ressources) Divay et Richard, Collin, Jutras, Malaurie, Charbit et Leridon

Volume 25, numéro 65, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021524ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021524ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1981). Compte rendu de [Courtes notices sur les ouvrages de Québec (ministère de l'Énergie et des Ressources) Divay et Richard, Collin, Jutras, Malaurie, Charbit et Leridon]. *Cahiers de géographie du Québec*, 25 (65), 305–309. <https://doi.org/10.7202/021524ar>

À TRAVERS LES PARUTIONS RÉCENTES

QUÉBEC, ministère de l'Énergie et des Ressources (1981) **La carte fondamentale au Québec.**
48 pages, 1,00 \$. Distribué dans les deux succursales de la photocopie du ministère :
1995, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy et 1255 Square Phillips, 5^e étage, Montréal.

Le Service de la cartographie du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec vient de publier un intéressant ouvrage sur la carte fondamentale au Québec. Il s'agit d'un guide d'utilisation de la carte fondamentale, d'une cinquantaine de pages, qui s'adresse tant aux professionnels qu'aux étudiants ou aux amateurs qui utilisent occasionnellement la carte de base.

La carte de base ou carte topographique

La carte de base, ou carte topographique constitue un élément primordial de la connaissance d'un territoire. Elle est réalisée à partir de photographies aériennes et illustre divers éléments de la surface terrestre que l'on peut regrouper en quatre catégories : l'hydrographie, la végétation, les éléments construits par l'homme et le relief. Les différentes cartes topographiques produites par le Service de la cartographie se divisent en deux groupes : les cartes à grande échelle qui sont faites à l'échelle 1/1 000 (10 m au cm) et 1/2 000 (20 m au cm) et qui couvrent certains territoires urbanisés et les cartes à moyenne échelle : 1/5 000 (50 m au cm) et 1/20 000 (200 m au cm). Ce sont ces cartes qui sont le plus utilisées lors de travaux préliminaires à tout projet d'aménagement ou d'utilisation du territoire.

Le guide d'utilisation

Cette nouvelle publication permettra à tous les utilisateurs de tirer le maximum de cet outil de base. Elle aborde dans une première partie les principes de la cartographie : localisation d'un point sur la surface terrestre, position géographique d'un lieu, etc. La deuxième partie porte sur les systèmes de référence utilisés au Québec : système de projection cartographique, système de coordonnées planes et identification des coordonnées sur une carte. Une troisième partie porte plus spécifiquement sur la carte topographique au Québec c'est-à-dire la représentation graphique du territoire et les renseignements en périphérie. On aborde enfin la prise de mesures c'est-à-dire les coordonnées et l'altitude.

Le texte est abondamment illustré, ce qui en facilite la compréhension. Une bibliographie est donnée à la fin pour ceux qui veulent approfondir ces notions.

Bref, tous ceux dont l'intérêt ou la profession les amène à utiliser quotidiennement la carte de base trouveront dans cet ouvrage des notions qui leur permettront, par des moyens simples, d'en extraire tout le contenu, notamment l'information métrique. L'étudiant en cartographie ou en géographie y trouvera les paramètres techniques qui lui permettront de bien situer la carte topographique québécoise dans l'univers des systèmes de projection et des systèmes de coordonnées. Finalement, la lecture de ce guide permettra à l'amateur de cartes de mieux apprécier la cartographie québécoise.

*Communiqué de la Direction des
communications, ministère de l'Énergie
et des Ressources, Québec*

DIVAY, Gérard et RICHARD, Louise (1981) **Croissance résidentielle et services municipaux.**
I.N.R.S. — Urbanisation, 3465 rue Durocher, Montréal H2X 2C6. 105 pages, Collection « Études et documents » n° 22, 2,50 \$.

De plus en plus, les responsables municipaux s'interrogent sur les conséquences de la croissance résidentielle. Les nouveaux développements procurent-ils aux municipalités des revenus équivalents aux dépenses qu'ils occasionnent ? Ont-ils pour effet d'alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des contribuables ou de l'accroître ? Quel est leur impact sur le coût (en personnel,

en équipements) et sur la qualité des services ? La croissance a-t-elle le même effet sur toutes les municipalités, grandes et petites, riches ou pauvres (en évaluation des compagnies et des particuliers) ?

Il n'est guère possible de déterminer un niveau de population qui minimiserait le coût de tous les services simultanément; du reste, la demande en services est en partie déterminée par le type de développement et par les caractéristiques sociales de la clientèle. Par ailleurs, on ne peut interpréter la hausse des dépenses municipales indépendamment de l'évolution des services. Or, en pratique, les données disponibles permettent seulement d'évaluer le *volume de l'offre* de services (personnel et équipements).

La présente étude tente de cerner l'impact de la croissance résidentielle sur les municipalités des agglomérations de Montréal et de Québec de 1966 à 1976, à partir des statistiques officielles et des informations recueillies auprès des chefs de service; 27 municipalités où de nouveaux développements se sont implantés entre 1971 et 1976 sont analysées plus en détail. Le niveau et l'évolution des dépenses (par poste budgétaire) et de l'offre de services (hygiène du milieu, travaux publics, loisirs, protection) sont mis en relation avec la croissance ainsi qu'avec la taille et la richesse municipale.

De la variabilité des tendances qui se manifestent se dégage d'abord une mise en garde : la croissance résidentielle n'est en soi ni ruineuse ni avantageuse, et son impact dépend surtout de la situation municipale dans laquelle elle s'inscrit. De fait, elle a tendance à limiter le niveau des dépenses (service de la dette excepté). En général, c'est la richesse municipale, plus encore que la taille et la croissance, qui rend compte des différences dans le niveau des dépenses. Par ailleurs, on ne peut pas dire que la croissance résidentielle soit responsable à elle seule d'un alourdissement marqué du fardeau fiscal. Elle peut même être avantageuse dans certaines conditions. La quête d'une taille optimale devrait être supplantée par la recherche d'un équilibre, au sein de la municipalité, entre le résidentiel, le commercial et l'industriel.

Communiqué, I.N.R.S. — Urbanisation

COLLIN, Jean-Pierre (1981) **Le développement résidentiel suburbain et l'exploitation de la ville centrale.** I.N.R.S. — Urbanisation, 3465 rue Durocher, Montréal H2X 2C6. 141 pages, Collection « Études et documents » n° 23, 4,25 \$.

L'une des conséquences les plus visibles — et les plus débattues — de la suburbanisation des agglomérations métropolitaines est certes l'afflux quotidien, dans la ville centrale, des banlieusards qui viennent travailler, faire des achats, étudier ou se récréer. Observant le phénomène, politiciens et chercheurs se divisent en deux camps : les uns clament que ces « navetteurs » exploitent la ville centrale puisqu'ils utilisent ses services (voirie, police, etc.) sans y payer de taxes; les autres soutiennent que leur présence lui procure des revenus au moins égaux aux dépenses qu'elle encourt. Ces divergences d'opinion sont alimentées par les conclusions contradictoires des nombreuses études américaines consacrées à cette question, dont aucune n'a pu proposer d'approche satisfaisante et de résultats probants. Il semblait néanmoins intéressant d'étudier le cas de Montréal, souvent soulevé dans le débat politique mais négligé par la recherche. D'une part, les relations intermunicipales ont été profondément modifiées par la création de la Communauté urbaine de Montréal et la réforme de la fiscalité municipale au Québec. Par ailleurs, les résultats des enquêtes origine-destination de la C.T.C.U.M. depuis 1969 fournissent des données précieuses sur les flux migratoires : on sait combien de gens vont et viennent entre Montréal et les banlieues et on connaît l'objet de ces déplacements. On peut donc établir la part réelle des coûts de production des services municipaux montréalais imputable aux navetteurs ainsi que la part des revenus qu'ils sont susceptibles de générer, et il est possible d'en montrer l'évolution sur onze ans (1969-1980), ce que ne font pas les études américaines, qui se limitent au très court terme. L'analyse montre que si les navetteurs procurent à Montréal des revenus qui suffisent largement à couvrir les dépenses de fonctionnement supplémentaires dues à leur présence et qui compensent presque la part des dépenses d'immobilisation dont ils sont responsables, le bilan est nettement défavorable à la ville centrale si l'on tient compte aussi des coûts sociaux attribuables, plus particulièrement, à la prédilection des navetteurs pour l'automobile comme mode de transport.

Communiqué, I.N.R.S. — Urbanisation

JUTRAS, Johanne (1981) **Le conseil régional de développement de l'Est du Québec**. Rimouski, Université du Québec à Rimouski — GRIDEQ, octobre 1981. 144 pages. Cahier du GRIDEQ n° 8, 6,00 \$

En pleine période de remise en question des conseils régionaux de développement, autant par le gouvernement québécois que par les membres de ces conseils, l'étude de Johanne Jutras sur le *Conseil régional de Développement de l'Est du Québec* apporte des éléments importants qui permettent de mieux saisir le rôle joué par l'un de ces organismes. Ce texte soulève aussi plusieurs questions concernant le développement régional et l'intervention de l'État.

Le C.R.D.E.Q. représente l'une des premières formes tangibles de l'idéologie de la participation véhiculée de 1960 à 1980 en rapport avec le développement socio-économique du Québec. Le C.R.D.E.Q. se définira lui-même comme étant essentiellement un organisme de consultation.

L'auteur démontre que le Conseil régional de développement de l'Est du Québec est un organisme servant de courroie de transmission à l'État pour la diffusion, à la périphérie, du modèle des pôles de croissance qui favorise le développement économique des grands centres. L'image de la courroie de transmission n'est pas à sens unique. Non seulement le C.R.D.E.Q. a-t-il véhiculé les politiques de l'État auprès des régionaux, mais il a aussi, plus que la majorité des autres conseils au Québec, acheminé auprès des instances gouvernementales les échos des luttes menées ici. Le C.R.D.E.Q. verra émerger en son sein un contre-projet basé sur un modèle de développement : l'autogestion.

Plan sommaire

- Chapitre I : Genèse (l'interventionnisme, le B.A.E.Q. et après).
- Chapitre II : Analyse de l'organisation du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (représentation, fonctionnement, financement, personnel)
- Chapitre III : Analyse de la production du C.R.D.E.Q. (dossiers, mémoires, avis, conférences, discours sur la région et le développement)
- Chapitre IV : La dynamique (régionalisation, régionalisme, l'auto-développement, le pouvoir régional)

Communiqué, GRIDEQ

INUIT. Série de 7 films 16 mm, double bande couleur, réalisés par Jean MALAURIE et diffusés par Antenne 2, Service commercial, 158 rue de l'Université, 75007, Paris. Durée : film n° 1, 1h27'; films n° 2 à 7 : 55 minutes chacun.

Fresque circumpolaire jamais entreprise sur les peuples esquimaux : les Inuit d'Asie, d'Amérique et du Groenland — et qui leur est dédiée —, cette série est composée de sept films de sept heures et demie au total. Ces « dramatiques de civilisation », qui ont engagé de gros moyens, ont été réalisés par Jean MALAURIE, expert international très connu ayant consacré trente années de sa vie à l'étude et à la défense de ces peuples, Directeur du Centre d'études arctiques au C.N.R.S. et Professeur à l'E.H.E.S.S. de Paris.

Cette série est présentée à un moment historique. L'Arctique entre dans une ère nouvelle. Un peuple nouveau se lève. Le Groenland vient d'acquérir son autonomie interne et des ressources pétrolières et gazières considérables sont prospectées et exploitées sur les bords de l'océan Glacial. Des films d'archives très anciens d'un intérêt exceptionnel — et parfois inédits — sont présentés pour chacun de ces quatre peuples; ils nous les font vivre dans leur communalisme primitif, leurs coutumes de chasse à l'ours et à la baleine, leurs camps d'iglous et leur chamanisme.

La série nous interpelle sur un des problèmes essentiels de notre époque : l'internationalisation des cultures, l'avenir des minorités, l'exploitation rationnelle des derniers espaces vierges de notre hémisphère et les politiques comparées suivies dans l'Arctique par le Danemark, le Canada, les États-Unis et l'Union Soviétique. Le temps de l'exploitation dans l'Arctique est passé. Commence celui d'une intensive exploration de son sous-sol. La route maritime la plus courte entre l'Europe, la Chine et le Japon c'est l'océan Glacial, d'ores et déjà ouvert par les brise-glaces nucléaires.

Description des films

LE CRI UNIVERSEL DU PEUPLE ESQUIMAU

Du Groenland à la Sibérie, aux confins du monde habitable, dans un univers d'une imposante grandeur, vivent, depuis des millénaires, les Inuit ou Esquimaux.

Saison, après saison, avec l'auteur, nous suivons ces hommes de la préhistoire dans leurs iglous, dans leur chasse à la baleine ou à l'ours, et jusque dans leurs aspirations religieuses chamaniques.

Depuis vingt ans, les derniers espaces vierges de notre hémisphère basculent dans le monde moderne. Bédouins du Nord, les 100 000 Inuit de l'Arctique soviétique, américain, canadien et groenlandais, constituent-ils le nouveau tiers-monde boréal ?

LES GROENLANDAIS ET LE DANEMARK : LE GROENLAND SE LÈVE

Film politique, « *Le Groenland se lève* » s'interroge sur les effets de la colonisation danoise conduite depuis deux siècles et demi après cinq siècles de domination Viking. Depuis dix ans, un mouvement d'autonomie s'affirme.

Sous la pression du peuple groenlandais, soutenu par de nombreux scientifiques, dont Jean Malaurie, on assiste à une affirmation régionale, une autonomie interne des pouvoirs et une internationalisation des problèmes de l'Arctique.

En 1969, Jean Malaurie a organisé un congrès historique, tenu en France, sous la présidence de René Cassin, Prix Nobel, sous le signe des Droits de l'Homme et des sociétés pour les espaces arctiques.

Le film nous fait saisir la nécessité, pour l'Occident, d'une politique rationnelle de développement des derniers espaces vierges de notre hémisphère et d'une prise de conscience des problèmes que les Inuit ont à vaincre pour prendre toute leur place dans l'Histoire.

LE GROENLANDAIS ET LE DANEMARK : NUNARPUT (NOTRE TERRE)

Le Groenland rassemble 50% de la population esquimaude totale.

Voilà deux siècles et demi qu'il est administré par le Danemark.

Depuis la guerre, on assiste à la danisation accélérée du territoire. Intégration du Groenland au Danemark : développement industriel accéléré, crise économique aggravée par un refroidissement imprévu des eaux et la rareté du poisson surpêché, absentéisme croissant, tension avec les travailleurs danois immigrés toujours plus nombreux. Par-delà ces images d'un colonialisme classique, le film nous fait heureusement vivre aussi dans les villages du Nord, berceau du passé, où une nouvelle conscience ethnique et politique s'élabore.

LES ESQUIMAUX ET LE CANADA : L'INCOMMUNICABILITÉ

Le Grand Nord Canadien qui recouvre 1/3 du Canada est habité par la société la plus archaïque de tout l'Arctique.

Le film a été tourné particulièrement sur la côte Est de la péninsule de l'Ungava dans un village de chasseurs : Tasiujak près de Fort Chimo. Pourquoi l'Ungava ? Parce que Flaherty y a tourné (sur la côte Est à Inoukdjouark) Nanouk, en 1922.

Grâce à des extraits de ce film, il est possible de suivre l'évolution de cette société, de génération en génération, jusqu'au tournage de Jean Malaurie.

Sa caméra nous fait saisir dans le moindre détail l'incommunicabilité entre la société esquimaude actuelle et les pouvoirs administratifs, malgré la bonne volonté apparente de tous. Mais la jeunesse s'organise.

**LES ESQUIMAUX ALASKIENS ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :
LES FILS DE LA BALEINE**

Communaliste et cérémonielle, cette civilisation participe d'une religion chamanique la reliant intimement aux forces de la nature.

Cette société continue à vivre, même encore de nos jours, selon ses règles ancestrales malgré la violence de sa confrontation avec l'histoire coloniale blanche, massivement assimilatrice.

Envers et contre tout, les Esquimaux Alaskiens se jugent, jusqu'en cette fin de siècle, fils de la baleine.

**LES ESQUIMAUX ALASKIENS ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :
PÉTRO-DOLLAR ET POUVOIR**

L'Alaska esquimau, dont les structures sociales et religieuses traditionnelles sont les plus fortes de tout l'Arctique, est soumis à un régime de colonisation implacable depuis plus d'un siècle.

Ce film dénonce la dernière et indirecte expression du colonialisme : l'industrie pétrolière dans l'Arctique. Elle risque, avec un développement trop rapide de ce territoire, de dégrader l'identité culturelle et la spécificité des fragiles sociétés boréales.

Mais la violence de l'impact permet à ce peuple — le mieux préparé et aidé politiquement de tout l'Arctique — de se redresser et d'organiser une ligue circumpolaire Inuit pour affirmer son autonomie interne culturelle et économique.

**LES ESQUIMAUX D'ASIE ET L'UNION SOVIÉTIQUE :
AUX SOURCES DE L'HISTOIRE INUIT**

1 500 Esquimaux vivent à l'extrême nord-est de la Sibérie en Tchoukotka.

Ils sont là aux sources mêmes de l'histoire Inuit, puisque leurs ancêtres, il y a 10 000 ans, sont partis du Nord de la Chine en traversant le détroit de Behring.

Ce film ethnographique sur ce peuple-clé de l'histoire esquimaude — le premier à avoir jamais été réalisé — comporte un document pratiquement inédit, exceptionnel, tourné en 1911; le plus vieux film Nord Sibérien.

Il est une interrogation sur la politique soviétique des nationalités dans l'Arctique, avec des révélations inconnues et d'une très riche complexité.

Communiqué, Service commercial d'Antenne 2

CHARBIT, Yves et LERIDON, Henri (1980) Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique. Paris, Institut national d'études démographiques, Travaux et Documents n° 89. 53,45 FF. Distribué par les Presses universitaires de France.

Deux enquêtes de l'INED, la première en 1968, la seconde fin 1975-début 1976, ont permis d'analyser de façon très précise l'évolution de la fécondité en Guadeloupe et en Martinique. L'étude met en évidence les caractéristiques de la transition démographique en cours, notamment la dissociation entre nuptialité et fécondité, alors que les unions consensuelles, très fréquentes dans la région caraïbe, ont de tout temps fortement influé sur le comportement procréateur. Les populations antillaises adoptent des comportements réputés caractéristiques des pays développés (diffusion rapide de la contraception, évolution de l'attitude des femmes et aussi de leurs conjoints). Sous l'effet de la départementalisation et des échanges migratoires avec la France, le modèle culturel de famille restreinte s'est substitué au désir traditionnel d'une descendance nombreuse. Les unions consensuelles continuent à être relativement fréquentes, mais les foyers nucléaires sont très largement majoritaires dans la population, et le conjoint prend une part plus active qu'on ne le pense généralement à la vie familiale. Comportements, opinions et attitudes concordent et l'évolution démographique observée correspond à une mutation socio-culturelle très profonde et sans doute irréversible.

Communiqué, I.N.E.D.